

## 2008, LE TEMPS DES CRISES

PAR

Emmanuel DECAUX\*

La crise n'est pas une surprise. La couverture du *New Yorker*, pour son premier numéro de janvier 2008, représentait un fêtard à cheval sur une poutrelle vertigineuse, en train de dessiner une verticale de plus en plus approximative, au dessus des gratte-ciels de Wall Street, avec comme légende : « *on the edge* ». Il ne faut surtout pas réveiller les somnambules. Le monde pouvait attendre, l'année 2008 allait être mise entre parenthèses comme toutes les années présidentielles américaines, des primaires jusqu'aux élections du 4 novembre, tandis que la Chine affirmait sa puissance retrouvée en organisant les Jeux olympiques, dans un gigantisme alliant efficacité capitaliste et disciple communiste. Tout était en place pour une année en creux. Seul grain de sable, dès janvier, l'affaire Jérôme Kerviel, avec les 5 milliards € de pertes de la Société générale – une banque fondée en 1863 sous le nom de Société impériale –, trahissait la part de bluff, de démesure et de folie qu'il y avait dans le monde virtuel, informatisé et globalisé du nouveau capitalisme financier. Et, en juin, le « non » irlandais est venu faire dérailler le train européen, qui semblait remis en ordre après l'adoption du Traité simplifié de Lisbonne, hypothéquant une présidence française de l'Union européenne qui s'annonçait cruciale.

« *Le roi est l'esclave de l'histoire* » écrivait Tolstoï dans *Guerre et Paix*, évoquant au seuil de l'année 1812, « *la concordance d'innombrables circonstances* », le nombre incalculable des causes qui déchaînent les grands événements : « *plus nous nous plongeons dans la recherche de ces causes, plus nombreuses elles se découvrent à nous et chacune d'elles prise séparément ou toute une série d'entre elles nous apparaît aussi juste en soi que fautive par son insignifiance en regard de l'immensité de l'événement et par l'incapacité (sans l'intervention de toutes les autres causes concordantes) à l'avoir déterminé [...] L'homme vit consciemment pour soi, mais il sert d'instrument inconscient pour la poursuite des buts historiques, communs à toute l'humanité. L'acte accompli est irrévocable et, par sa concordance dans le temps avec des millions d'actes accomplis par d'autres hommes, il acquiert une valeur historique* ». Faut-il s'en tenir à cette vision fataliste de « la marche générale de l'histoire », déterminée de toute éternité, une sorte d'hégélianisme, mais un hégélianisme dominé par l'irrationnel : « *dans les événements historiques, les prétendus grands hommes ne sont que des étiquettes qui donnent leur nom à l'événement et qui, de même que les étiquettes, ont le moins de rapport avec cet événement* ». Ou, au contraire, penser que c'est face à la crise que la politique reprend le dessus, avec un retour du décisionnisme schmittien ?

Force est de constater que la volonté d'infléchir le cours de l'histoire reste à l'ordre du jour, soit par un pari – en bousculant l'échiquier, au nom d'idées simples, comme George W. Bush avec la stratégie transformationnelle d'une « démocratisation du grand Moyen-Orient » appuyée par une « coalition des démocraties » à la suite de l'invasion de l'Iraq en 2003 –, soit en avançant ses pions au moment favorable – comme Vladimir Poutine dans sa stratégie de reconquête des zones d'influence géopolitique de la Russie, voire de l'Union

---

\* Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), où il dirige le Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (CRDH).

soviétique, en flirtant avec Cuba comme lors de la crise de 1962. Toutes ces initiatives guerrières illustrent bien la recherche du fait accompli, au moyen du recours à la force, venant bousculer le *statu quo* avec ses immobilismes mais aussi ses équilibres, quitte à remettre en cause les bases juridiques et politiques de l'ordre international instauré en 1945. Ce qui est vrai des grandes puissances l'est également des groupes terroristes affichant une volonté de déstabilisation, aux effets démultipliés par rapport aux causes, comme on l'avait vu avec le basculement du monde dans l'après-11 septembre.

Nous manquons du recul nécessaire pour mettre les « étiquettes » sur les événements de l'année 2008, plus encore pour démêler l'écheveau des causes profondes et des conséquences lointaines, après des années indifférenciées où les nuages s'accumulaient de l'horizon. Les guerres en Afghanistan et en Iraq restaient lointaines pour les Etats européens endormis dans une prospérité trompeuse, hormis la Grande-Bretagne, meurtrie de voir les souvenirs héroïques du « Grand jeu », galvaudés par les maladresses de la « doctrine Bush ». Il faudra le drame de l'embuscade d'Uzbin, le 19 août, pour que la France s'émeuve, le Président de la République évoquant notre combat pour « la liberté des droits de l'homme ». Toutefois, lorsque les commentateurs ont rappelé que jamais l'armée française n'avait connu de telle perte en opération extérieure depuis 1962, c'était oublier trop vite l'attentat du Drakkar ou l'attaque de Bouaké.

*A fortiori*, les « défis globaux » n'étaient guère pris en compte, en dehors des discours, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) de 2015 restaient hors d'atteinte à mi-parcours, malgré des chiffres qui semblent aujourd'hui dérisoires. L'échec des négociations de Doha traduisait le même chacun pour soi, dans le refus des concessions nécessaires. Le choc de la « crise alimentaire », avec ses émeutes de la faim, et le nouveau cyclone frappant une Birmanie fermée aux secours extérieurs ont suscité des réunions internationales, du Conseil des droits de l'homme ou du Conseil de sécurité, sans changer en rien le sentiment général de fatalité, d'impuissance et de paralysie.

La trêve olympique elle-même contribuait à cet étourdissement, dans la montée en puissance programmée d'une Chine qui se voulait la vitrine du monde, malgré le parcours chaotique de la flamme, malmenant les susceptibilités nationales. Cependant, deux événements très différents sont venus rappeler la fragilité de ce succès spectaculaire, le terrible tremblement de terre du Sichuan du 12 mai, qui révélait les vices cachés de la construction du système, mêlant bureaucratie et corruption, au détriment des populations chinoises, pendant que l'invasion de la Géorgie par la Russie montrait assez que l'histoire ne s'arrêtait pas au moment des Jeux olympiques. Vous avez aimé Pékin, vous adorerez Sotchi...

A l'autre bout du monde, les Etats-Unis, mobilisés par une campagne présidentielle qui transformait le Président sortant en *lame duck*, ne semblaient plus à même d'influencer le cours des choses. Pour le meilleur et pour le pire, l'automne américain a montré coup sur coup que les Etats-Unis restaient le centre névralgique du monde, avec les conséquences en chaîne de la calamiteuse faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre, après une année de crise larvée, marquée depuis 2007 par l'effondrement du marché des *subprimes* ; mais également l'immense espoir né de l'élection du candidat démocrate, Barack Obama, qui aurait pu tout aussi bien être élu « président du monde ». Plus qu'un symbole d'une société post- raciale, le nouveau président a su réconcilier intelligence et audace, jeunesse et *gravitas*, le charisme d'un John Kennedy et la sagesse d'un Nelson Mandela.

En 2008, la planète qui semblait somnoler s'est brutalement réveillée en sursaut, sous le choc d'une série de coups de butoir. Après la « fin de l'histoire », l'histoire de la fin ? Plusieurs pages se sont tournées brusquement, plusieurs cycles se sont achevés, un chapitre s'est clos. S'agit-il de la fin du XX<sup>e</sup> siècle ?

## D'UN SIECLE A L'AUTRE

Certains s'étaient empressés de faire commencer le XXI<sup>e</sup> siècle en 1989, pour mieux tourner le dos à un « XX<sup>e</sup> siècle court », saturé de drames et d'horreurs, avec deux guerres mondiales en l'espace d'une génération et une troisième guerre qui n'a été « froide » que pour les territoires sanctuarisés par la dissuasion nucléaire. La victoire du camp occidental sur le bloc soviétique allait de pair avec le triomphe du capitalisme moderne dans une économie globalisée. La fin des idéologies annonçait une ère nouvelle de démocratie, de prospérité et de paix... On a vite déchanté. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe, signée le 21 novembre 1990 par tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la CSCE, consacrait les « *acquis démocratiques* » irréversibles dans tout l'espace de Vancouver à Vladivostok, donnant ainsi l'exemple au reste du monde. Cependant, au même moment, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein déstabilisait de nouveau la région du Golfe, à peine terminée la guerre entre l'Iran et l'Iraq. En Europe même, l'éclatement de la Yougoslavie rappelait que l'histoire ne s'arrête pas, qu'elle s'enraille parfois et peut même repartir en arrière. De Sarajevo à Sarajevo, l'Europe redécouvrait le drame des minorités nationales, annonçant à une toute autre échelle, les soubresauts de la décomposition de l'Union soviétique. Les espoirs mis dans les conférences mondiales des années 1990 pour construire un « nouvel ordre international », notamment la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne en 1993, allaient bientôt sombrer avec le mandat unique de Boutros Boutros-Ghali, sur fond de crise iraquienne et de génocide rwandais.

Ce faux départ ayant été assez vite sifflé, d'aucuns ont craint que le XXI<sup>e</sup> siècle ne soit apparu dans toute sa brutalité le 11 septembre 2001, donnant naissance à un nouveau millénarisme, mêlant manichéisme moral et politique apocalyptique, le « choc des civilisations » prenant la relève de la « fin de l'histoire ». De fait, l'administration George W. Bush allait pendant huit ans être marquée par un retour à la violence généralisée, aux dépens du droit international comme des principes constitutionnels de la séparation des pouvoirs. La monarchie impériale des Etats-Unis se dressait comme le seul rempart face à l'anarchie, selon le vieux principe maurrassien : « *la monarchie, c'est l'anarchie plus un* ». Quitte à généraliser la crise, en déclenchant une guerre sans fin contre un ennemi omniprésent et insaisissable, au lieu de fixer des priorités et de régler les crises régionales, selon leur propre contexte. Les Etats-Unis ont ainsi mené de front deux guerres, en Afghanistan puis en Iraq, au nom de la « diplomatie transformationnelle », sans succès tangible sur le terrain militaire ou politique, quitte à se trouver impuissants face aux menaces de prolifération nucléaire de la Corée du Nord et de l'Iran, et dépendants du bon-vouloir de la Chine et de la Russie. Faute de démocratiser les relations internationales, les Etats-Unis se sont également employés à réformer les Nations Unies, avec le succès que l'on sait. Si les échecs diplomatiques de l'administration Bush sont patents sur tous ces dossiers, les huit années perdues entre 2001 et 2008 ne peuvent être considérés comme une simple parenthèse. Les dangers dénoncés sont bien réels, à commencer par le terrorisme international et la prolifération nucléaire, voire la collision des deux phénomènes dans un Moyen-Orient fanatisé, ils se sont aggravés avec l'impasse du dossier israélo-palestinien. En un sens, après le premier coup du

11 septembre 2001, un deuxième coup aura été sonné le 15 septembre 2008, en attendant le troisième coup d'une époque inédite, cumulant les crises irrésolues héritées du XX<sup>e</sup> siècle et les menaces nouvelles du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le défi pour le président B. Obama sera de faire face à cette situation dégradée, au moment même où l'Amérique est gravement atteinte dans sa prospérité et plus encore dans son « invincibilité ». Le lancement du premier *Sputnik* et la crise de Cuba de 1962 avaient constitué les premières menaces à l'intangibilité de la « forteresse Amérique », jusqu'à ce que l'équilibre de la terreur entre les deux Grands ne limite les risques d'une attaque nucléaire. Les frappes terroristes du 11 septembre 2001 avaient remis en cause ce dogme de la sécurité intérieure, mais les mesures d'exception prises contribuaient à placer le combat sur d'autres terrains, à l'extérieur de l'hémisphère américain. Paradoxalement, le colonel Kadhafi recommande aujourd'hui aux Etats-Unis de revenir à la Doctrine Monroe. Ce que les attentats du 11 septembre n'avaient pu faire, en ébranlant la fascination dans l'hyperpuissance des Etats-Unis, comme société vibrante et ouverte sur le monde, y compris aux yeux de ses pires ennemis, l'onde de choc de la crise l'a fait de l'intérieur, en ruinant la « confiance » dans le modèle américain. On admirait l'Amérique victorieuse et généreuse du Plan Marshall, on craignait l'Amérique unilatéraliste mais puissante qui bradait son autorité morale de grande démocratie dans la « guerre contre le terrorisme », on risque de redouter plus encore une Amérique impuissante face à la crise, dépendante des crédits chinois, entraînée dans une profonde dépression, comme dans les années 1930. L'élection de Barack Obama ressemble à un film de King Vidor ou de Franck Capra, mais le prochain chapitre ne s'ouvrira qu'avec l'intronisation du nouveau Président des Etats-Unis d'Amérique, le 20 janvier 2009 à Washington, DC.

#### D'UN CYCLE A L'AUTRE

Si le XXI<sup>e</sup> siècle commence en 2008, c'est dans l'incertitude et la confusion. Rien ne dit que 2009 marquera le sursaut tant attendu, car aux cycles économiques risquent de s'ajouter des contre-cycles politiques. Le monde post-moderne, dont la crise de 2008 annoncerait l'avènement, ressemble à un chantier de déconstruction. Les références restent celles des grandes crises du passé, 1929 et le New Deal, Munich et la guerre. Cependant, la grande différence avec un passé même récent est l'immédiateté des ondes de choc. Si l'affaire Madoff ressemble à la combinaison classique d'*Arsène Lupin banquier* – l'opérette de Lattès opportunément remontée à Paris l'an dernier –, l'informatique donne une automaticité aux réactions en chaîne qui échappe à tout contrôle humain. Bien plus, la globalisation de la planète financière fait qu'une catastrophe se trouve immédiatement répercutée de place en place. Là où la crise de Wall Street de 1929 avait mis deux ans pour toucher l'Europe, avec la faillite du Credit Anstalt de Vienne et la fin de l'étalon or de la livre sterling en 1931, et plus longtemps encore pour atteindre la France encore très rurale, qui avait été échaudée par le scandale de Panama et les Emprunts russes, c'est simultanément que tous les marchés ont été touchés, comme un château de cartes.

La crise du crédit immobilier et des *subprimes* a entraîné celle du système bancaire américain, puis du système bancaire mondial, avec des répercussions immédiates et automatiques sur les bourses et les marchés de change. Et même si la « politique ne se fait pas à la corbeille », l'éclatement de la bulle financière a déjà touché l'économie réelle, avec des conséquences sur l'emploi et la consommation des plus exposés, sans parler de la

propriété immobilière et de l'épargne des classes moyennes. Le retour de l'Etat pour inverser cette tendance irréversible marque une révolution dans les mentalités, comme on l'a souvent dit, le retour de Keynes, après une trentaine d'années dominées par l'Ecole de Chicago et ses avatars politiques, le thatchérisme et le reaganisme. Au moment où la France prônait tardivement le « moins d'Etat » au nom des vertus du libéralisme économique, elle retrouve elle aussi les mérites de l'interventionnisme étatique et la solidarité sociale comme frein à une croissance débridée, au service du long terme et de l'intérêt général, mais aussi comme amortisseur de déflation. Lorsque la Sous-commission des droits de l'homme avait élaboré en 2003 des principes directeurs sur la responsabilité des entreprises multinationales en matière de droits de l'homme, elle avait été accusée d'ignorer le droit international, qui ne concerne que les Etats, et d'interférer avec la liberté contractuelle des entreprises. Vouloir « moraliser » le capitalisme, en parlant de responsabilité sociétale des entreprises, c'était porter atteinte aux lois du marché. Aujourd'hui, c'est Tony Blair lui-même qui parle d'un capitalisme éthique, comme il avait parlé de « diplomatie morale »...

Entre argent virtuel et monde réel, les chiffres sont éloquents, donnant l'impression d'un sauve-qui-peut général. Les parachutes dorés finissent en torche : s'agit-il d'un trou d'air, d'une correction « normale » ou d'une chute en piqué qui se prolongera en 2009 ? Après le sauvetage des banques, ce sont les bourses qui plongent. L'indice Dow Jones de New York a perdu 35,5 % de sa valeur en 2008, ce qui constitue la pire chute depuis 1931. On parle de 7 300 milliards de dollars « évaporés », avec les pertes subies en 2008. Néanmoins, le rapatriement en catastrophe des capitaux américains n'a fait qu'exposer encore plus les marchés extérieurs. Le Dow Jones Euro Stoxx 600 index baisse de 46 %. Le CAC 40 de la Bourse de Paris a baissé de 42,6 % en 2008, après une année blanche en 2007, dépassant la baisse de 33 % subie en 2002. Dans une vision cyclique à court terme, la baisse de 2008 ne fait qu'effacer les progressions de 2005 et de 2006, comme celle de 2001 et 2002 avait effacé la progression de 50 % de 1999, jouant ainsi les montagnes russes. Cependant, la chute de 2008 s'est accentuée lors des trois derniers mois de l'année, avec une volatilité extrême des cours quotidiens et rien ne dit qu'elle ne se prolongera pas en 2009. D'ores et déjà, sur le seul CAC 40, ce sont 600 milliards d'euros qui sont « partis en fumée », selon une autre formule consacrée. Si Londres, avec 32 %, Francfort avec 40 % et Tokyo avec 42 % subissent un repli identique, les bourses des pays émergents se trouvent écrasées, avec une baisse de 52 % à Bombay, de 65 % à Shanghai, et de 72 % à Moscou. Toutefois, au-delà de ces chiffres globaux, les cent plus grosses fortunes du Royaume-Uni ont vu leur portefeuille diminuer de moitié et la fortune d'un géant de l'industrie comme Mittal est évaluée aujourd'hui à 11 milliards de livres, alors qu'en 2007 elle s'élevait à 27,7 milliards...

Au-delà de ces chiffres visant l'épargne investie dans des bourses nationales, c'est toute la planète spéculative des fonds délocalisés et des paradis fiscaux qui a explosé, avec la banqueroute de l'Islande et le scandale Madoff. Ceux qui ne s'étonnaient pas de la performance régulière de leurs revenus annuels, le plus souvent défiscalisés, sont aujourd'hui surpris de la faillite d'un système financier déconnecté non seulement des impératifs éthiques mais également des réalités économiques. On ne s'en affligerait guère si, dans ce naufrage collectif, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui ne risquait de se trouver entraîné. Après le Plan Paulson de 700 milliards de dollars destinés à sauver l'économie financière, c'est le secteur de la construction automobile qui se trouve menacé, amenant une intervention fédérale pour renflouer General Motors et Chrysler..., en attendant le Plan Obama de grands travaux et de réductions fiscales – d'un montant encore supérieur au Plan

Paulson, puisqu'on parle déjà d'un *trillion*, de mille milliards de dollars – dès l'investiture du 20 janvier 2009.

Ces changements brusques ont eu des répercussions brutales sur les cours de change, avec notamment le glissement de la livre sterling, qui se trouve désormais à parité avec l'euro, alors qu'elle s'échangeait encore contre 1,5 euro en septembre 2007. Il en va de même du flottement du rouble, qui correspond à une dévaluation de fait. Dans le même temps, les cours des matières premières se sont effondrés, à commencer par celui du baril de pétrole, passé en six mois de 147 à 40 dollars. Cette valse des chiffres implique une redistribution profonde de la richesse des nations, notamment pour celles qui, comme la Russie, tiraient leur prospérité apparente et leur influence géopolitique d'une rente de situation, liée au cours des matières premières. La hiérarchie relative des Etats va également se trouver remise en cause, à travers les changements de parité, qui font déjà régresser la Grande-Bretagne dans le peloton des pays industrialisés, sans parler des petits Etats, frappés de plein fouet par la crise, quand ils n'ont pas eu la sagesse, comme la Norvège, d'épargner pour l'avenir... Ces reclassements brusques rendent aussi dérisoires les calculs d'apothicaires des différentes négociations commerciales, comme le Cycle de Doha, ou des conférences sur le changement climatique, que le calendrier du Plan Young et du Plan Dawes dans l'entre-deux-guerres.

Face à la généralisation de la crise, financière d'abord, puis économique, enfin globale, la réaction collective n'est pas venue des institutions officielles, qui ont révélé par là, si cela était encore nécessaire, leur inadéquation et leur obsolescence. A défaut de gouvernance mondiale au sein des Nations Unies, le G7 présidé par le Japon n'a guère donné signe de vie. Le FMI a retrouvé son rôle en renflouant les Etats défailants, comme le Pakistan, la Hongrie et l'Ukraine. C'est à l'Europe que revient le mérite d'avoir lancé la riposte politique ou, plutôt, à deux hommes, en dehors des circuits officiels, Gordon Brown et Nicolas Sarkozy. L'un a trouvé le dispositif technique, là où les Etats membres commençaient à agir en ordre dispersé, à commencer par l'Irlande, confirmant son égoïsme de territoire *offshore* en refusant les solidarités financières, politiques et militaires avec l'Europe. L'autre a exercé le *leadership* politique pour mobiliser les responsables européens au sein d'un Eurogroupe élargi au Royaume-Uni, puis pour négocier en tant que président de l'Union européenne avec les dirigeants américains, avant d'obtenir la convocation d'une réunion du G20, avec la participation des puissances émergentes, à commencer par la Chine, l'Inde et le Brésil. Cette réunion de la mi-novembre ne s'est pas déroulée à New York, comme l'avait suggéré le Secrétaire général des Nations Unies, mais à Washington, selon le désir d'une administration Bush, discréditée et affaiblie, ne pouvant que renvoyer à plus tard les décisions de fond.

Un agenda ambitieux a été établi, avec un nouveau rendez-vous, celui-là décisif, en avril 2009. Cette fois, la parenthèse de l'interrègne américain sera terminée, tout comme la présidence semestrielle française, et un nouveau partenariat devra s'établir entre tous les protagonistes. Il faut espérer que des décisions de fond seront prises non seulement pour éviter que la crise ne puisse se reproduire, mais également pour jeter les bases d'un nouveau système de gouvernance mondiale. Plus que jamais, la réforme du Conseil de sécurité, avec l'élargissement à de nouveaux membres permanents – l'Allemagne et le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil, mais aussi deux pays africains, comme l'Afrique du Sud et l'Egypte – paraît indispensable pour régler les crises régionales. Tout comme la mise en place d'un « Conseil économique et social » digne de ce nom, comme celui où siégeait Mendès-France après-guerre, à même de coordonner les agences spécialisées et de contribuer au développement durable de la planète.

Passé le sursaut éphémère de la présidence française, l'Union européenne devra elle aussi s'interroger sur sa gouvernance politique. Les réactions à contretemps des commissaires à la concurrence ou à l'élargissement montrent assez que les réflexes bureaucratiques restent vivaces, dans l'illusion d'une Europe sans rivages. A cet égard, la politique aventureuse et ruineuse à l'égard du Kosovo n'a pas servi de leçon, au moment où la présidence tchèque lance un « Partenariat oriental », visant à contrebalancer, avec l'appui de l'Allemagne, le grand dessein français de l'Union pour la Méditerranée. Néanmoins, la France avait le mérite d'offrir un espace de négociation pour régler des crises régionales trop longtemps livrées à elles-mêmes, là où la proposition tchèque vient doubler l'action de l'OTAN dans « l'étranger proche ».

### D'UNE CRISE A L'AUTRE

L'urgence d'une action internationale pour régler les crises régionales est d'autant plus grande que de nouveaux conflits se sont ajoutés aux crises accumulées sous l'administration Bush, comme si l'instabilité économique trouvait son prolongement sur le front politique, de proche en proche.

Les Occidentaux ont joué les apprentis sorciers en cherchant à toute force à imposer l'indépendance du Kosovo, sans que rien ne soit réglé sur le terrain diplomatique pour sortir de la logique de la résolution du Conseil de sécurité, sanctionnant ainsi l'échec du Plan Ahtisaari. Une fois de plus, le jury du Prix Nobel de la paix a joué à contretemps en décernant son prix au diplomate finlandais la plus mauvaise année possible, comme si les Balkans étaient les îles Åland. Les avertissements russes n'avaient pas manqué, avec une brutalité qui a le mérite de la franchise, et il était prévisible que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo allait réveiller les « conflits gelés » depuis l'échec du Sommet de l'OSCE d'Istanbul en 2001. D'autant que la volonté américaine d'accueillir au sein de l'OTAN d'anciens territoires soviétiques, couplée avec l'implantation de radars antimissiles en Europe orientale, ne pouvait que renforcer un sentiment d'encerclement de la Russie, sans renforcer la sécurité collective sur le continent, encore moins celle des Etats concernés.

La maladresse du président Mikheil Saakachvili, en déclenchant les hostilités contre les indépendantistes ossètes au mois d'août, n'a fait qu'offrir un prétexte à une intervention « humanitaire » de la Russie, prenant pied non seulement en Ossétie du Sud, mais également en Abkhazie. Il est trop tôt pour dire si la médiation improvisée par Nicolas Sarkozy a sauvé Tbilissi, en mauvaise posture militaire, du déferlement des chars russes ou si, en acceptant les ambiguïtés d'un cessez-le-feu sans avoir même pensé à rappeler les principes de l'ONU et de l'OSCE, elle a consacré le démantèlement de fait de la Géorgie, en favorisant la reconnaissance unilatérale des deux républiques autoproclamées. Il est significatif que les Etats du groupe de Shanghai, soucieux de leur intégrité territoriale et de la stabilité régionale, Chine en tête, mais également Républiques d'Asie centrale, n'ont pas reconnu le fait accompli, malgré les pressions de Moscou. La Russie, se retrouvant isolée, n'a pas hésité à invoquer le droit international pour considérer qu'une seule reconnaissance suffisait à faire exister les deux entités, ainsi détachées de la Géorgie « *propre* », malgré une présence internationale d'ailleurs assez réduite, après le refus russe de prolonger le mandat de la mission de l'OSCE. Le véritable objectif de la Russie est sans doute la chute du régime de M. Saakachvili, considéré hier comme un « homme mort » et aujourd'hui comme un « homme fini ». Faut-il voir dans cette intervention militaire pour démembrer un Etat

souverain un retour à l'esprit d'abandon de Munich ou au contraire la simple résignation à la logique des zones d'influence géopolitiques, la doctrine Poutine du *roll back* étant à l'Empire tsariste ce que la doctrine Brejnev était au bloc communiste ? Cela étant, le droit n'a pas dit son dernier mot, avec la saisine parallèle de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour internationale de justice par la Géorgie de son différend interétatique avec la Fédération de Russie.

La leçon a servi d'avertissement sans frais à l'Ukraine, dont le gouvernement s'est aussitôt divisé après la crise géorgienne, avant de subir de front, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le chantage à la coupure des livraisons de Gazprom, affectant par ricochet le transit du gaz vers les Etats européens. L'Union européenne, échaudée par la crise géorgienne, feint pour le moment de ne voir dans cette nouvelle crise qu'un différend commercial, lié à une tarification à un prix d'ami qui n'a plus lieu d'être, en voulant ignorer que l'arme énergétique traduit une volonté de déstabilisation politique pour mettre un terme à la Révolution orange et maintenir l'influence russe en mer Noire, face à la présence jugée menaçante de l'OTAN. En 2006, une solution particulièrement obscure avait été trouvée avec des intermédiaires turkmènes pour maintenir l'approvisionnement des pays européens dépendant du gazoduc ukrainien. Ce nouvel avertissement devrait conduire les Européens à donner la priorité à leur sécurité énergétique au lieu de financer leur dépendance des approvisionnements russes tout en multipliant les provocations humiliantes à l'égard de la Russie et en fermant les yeux sur les violations des droits de l'homme. L'idée lancée par le président Dmitri Medvedev d'un nouveau système européen de sécurité ne peut être envisagé que dans le cadre global de l'OSCE, c'est-à-dire en y associant pleinement les Etats-Unis et en liant tous les dossiers, notamment ceux de la sécurité collective, de la coopération énergétique et des droits de l'homme, dans le respect des engagements et des principes de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris. La proposition de Nicolas Sarkozy d'un sommet de l'OSCE devrait permettre de tester les intentions des Russes et des Américains, qui doivent rétablir un cadre de négociation bilatéral et multilatéral, notamment en matière de maîtrise des armements et de mesures de confiance, après les excès d'unilatéralisme et la recherche de l'effet de surprise et du fait accompli de part et d'autre.

La deuxième crise ré-ouverte en 2008 est la tension entre l'Inde et le Pakistan, à la suite des attentats sanglants de Bombay de la fin novembre, aussitôt attribués à des groupes extrémistes venus du territoire pakistanais. Cette attaque aveugle au cœur d'une grande métropole montre la fragilité de toutes les sociétés, plus encore des démocraties, face à la provocation terroriste, dans le Tiers-Monde comme en Occident, entraînant une surenchère sécuritaire face à l'ennemi désigné, sur fond d'antagonisme religieux. Elle survient au moment même où, après une trop longue crise politique, un gouvernement démocratique était arrivé au pouvoir au Pakistan grâce à la justice instaurée en véritable gardien de la Constitution, le pays restant particulièrement fragilisé par les interventions militaires des Etats-Unis contre les Talibans dans les zones tribales. En suscitant une mobilisation des deux puissances nucléaires autour du territoire du Cachemire, disputé depuis l'indépendance de 1949 et foyer de plusieurs guerres, cette crise est particulièrement dangereuse, avec des risques d'escalade vite incontrôlée. La menace a entraîné une réaction immédiate de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, avec la visite de Gordon Brown et celle de Condoleezza Rice dans les deux capitales. Cette nouvelle crise constitue aussi une diversion par rapport à l'objectif premier de la stabilisation de l'Afghanistan. De fait, le Pakistan a déjà déplacé une partie de ses forces de la frontière afghane à la frontière indienne. La priorité de l'administration Obama, qui vise à se désengager de l'Iraq dans un délai de 18 mois pour se

concentrer, avec ses alliés de l'OTAN, sur la reconstruction de l'Afghanistan, passe par une coopération renforcée avec un Pakistan démocratique, mais aussi avec les Républiques d'Asie centrale, afin de faire transiter renforts et matériels. C'est assez dire que les grandes puissances, comme la Russie et la Chine, devraient être elles aussi une partie de la solution, après avoir été comme en Iran une partie du problème.

La troisième crise est survenue fin décembre, dans la Bande de Gaza. Quelles que soient les provocations du Hamas depuis la fin de la trêve de six mois qui avait été obtenue au printemps dernier, Israël, en bombardant sans relâche les populations civiles entassées dans la Bande de Gaza, a perdu la guerre médiatique. Les photos d'enfants palestiniens en pleurs qui font la une des journaux britanniques en pleine période de Noël le disent assez. Cependant, sur le plan diplomatique, la surenchère des faucons, à la veille des élections israéliennes de février 2009, empêche tout geste de souplesse, alors que la France réclame une nouvelle fois de manière assez dérisoire la mise en place de « couloirs humanitaires », à défaut d'un cessez-le-feu immédiat et d'un règlement durable. L'effet de surprise obtenu par Israël avec les frappes aériennes déclenchées le 27 décembre n'est que le prélude à une opération terrestre soigneusement planifiée, comme si Israël entendait démontrer sa force et prendre sa revanche sur le Hamas, en négligeant les leçons de la guerre de 2006 au Liban, qui n'a fait que renforcer la solidarité arabe avec la cause palestinienne. L'impasse est encore plus grave pour les pays arabes modérés, pris en porte-à-faux une nouvelle fois entre la déferlante populaire du « patriotisme arabe » et leur volonté de temporiser face aux menaces du Hamas ou du Fatah, soutenus par la Syrie et l'Iran. Des régimes vieillissants et minés de l'intérieur se trouvent ainsi directement menacés dans leur survie, là où la démocratisation hier encore prônée par les Occidentaux donnerait le pouvoir aux Frères musulmans, comme les élections palestiniennes ont porté au pouvoir le Hamas. L'Europe et surtout les Etats-Unis se doivent de persuader Israël que sa sécurité ne passe pas par la terreur infligée, mais par la paix partagée. La politique du pire, dans un déluge de violence et de haine, reste la pire politique. Le « décisionnisme » ne consiste pas seulement à déclencher des cataclysmes, comme l'administration Bush l'a fait depuis 8 ans en jouant les apprentis sorciers, sur le modèle de l'allié israélien, il consiste aussi à savoir poser des gestes forts, pour trouver « les chemins de la paix ».

Ces trois crises ouvertes ou envenimées à l'automne 2008 ne doivent pas faire oublier les autres facteurs d'instabilité, notamment les arcs de crise qui partagent l'Afrique. Le retour des régimes militaires en Mauritanie ou en Guinée, malgré les sanctions internationales, révèle une nouvelle fois la fragilité des institutions de l'Etat de droit, 50 ans après l'indépendance. Les efforts des Nations Unies et de l'Union européenne en République démocratique du Congo se trouvent de nouveau remis en cause par les crimes de masse commis par des *war lords* avec le soutien des Etats voisins à l'égard des populations civiles, relevant de la Cour pénale internationale, comme la situation au Darfour, qui est toujours dans une impasse, faute de mobilisation africaine pour faire pression sur le Soudan. Seul le phénomène de la piraterie en Somalie a entraîné une réaction collective, d'abord de la part des Européens, puis de puissances comme l'Inde et la Chine, aventurant leur marine militaire pour la première fois dans des opérations le long des côtes somaliennes. Le fait qu'un navire ukrainien chargé de tanks destinés à transiter par le Kenya pour atteindre le Zimbabwe fasse l'objet de tractations financières avec les pirates en dit assez sur la nécessité d'une police internationale au service du droit international. L'intérêt bien compris de tous les Etats serait de mettre fin à ces zones de non-droit propices à tous les trafics. Comme en droit interne, ce qui menace ce n'est pas trop d'Etat, c'est la déliquescence et la faillite des Etats.

L'année 2008 sera peut-être celle du retour des Etats sur la scène internationale. On parle beaucoup de l'influence de Keynes, mais curieusement on parle beaucoup moins de Schumpeter. Il sera curieux de voir si le processus de destruction constructive des entreprises touchera aussi les structures sociales et les régimes politiques. La révolte grecque de l'automne est-elle un archaïsme propre à une société bloquée ou au contraire l'avant-garde d'une « crise de civilisation » dont la flambée des banlieues de l'automne 2005 avait sonné l'avertissement en France, tout comme les profanations de sépultures ou les sifflets ayant accueilli la *Marseillaise* lors d'un match amical France-Tunisie, sans parler de l'exposition Jeff Koons à Versailles. Le contrecoup social de la crise économique qui ne manquera pas de se faire sentir en 2009 risque de multiplier les réactions anarchiques et les actes de vandalisme face aux défaillances du « vivre ensemble ». S'il y a une « politique de civilisation » qui vaille c'est d'apporter des réponses à ces interrogations, au sein de chaque Etat comme à l'échelle de la planète.